



BILLET DE BLOG 17 décembre 2019

Gouverner l'augmentation de l'ambition climatique par la création d'un club sectoriel de gouvernements et d'industries

Auteurs

Marta Torres Gunfaus
Directrice du programme Climat

Lukas Hermwille
Wuppertal Institute

🕒 Temps de lecture: 7 min



L'innovation est importante pour atteindre les objectifs à long terme de l'Accord de Paris sur le climat. Pas nécessairement parce que nous avons besoin de technologies nouvelles ou disruptives dans tous les secteurs, mais parce que l'innovation peut réduire les coûts globaux de la décarbonation, permet un plus large éventail d'options pour garantir une transition efficace, et peut se traduire en opportunités

économiques nationales et contribuer à plusieurs Objectifs du développement durable. Mais quel rôle peut jouer le secteur public pour accélérer l'innovation dans des industries spécifiques ?¹

Les politiques d'innovation ne sont pas nouvelles. Les recherches en cours visent à déterminer si les technologies bas-carbone ont des caractéristiques distinctes par rapport à d'autres qui pourraient aider à concevoir des politiques de transition plus efficaces. [Les travaux du projet RIPPLES COP 21](#) montrent que des investissements précoces dans les technologies énergétiques bas-carbone peuvent être attractifs car, s'accompagnant de taux d'apprentissage élevés et bénéficiant d'un déploiement est encore très limité, un niveau d'effort additionnel réduit est susceptible de se traduire par une réduction significative des coûts par rapport aux investissements dans les technologies basées sur les combustibles fossiles. Les recherches menées dans le cadre du projet montrent également que la rapidité avec laquelle ces coûts réduits peuvent être obtenus dépend du moment et de l'ampleur du soutien. Plus l'acquisition d'expérience est rapide, plus les chances d'obtenir des coûts plus bas plus rapidement sont grandes. L'expérience se définit dans ce contexte comme une accumulation de connaissances et de bonnes pratiques qui n'est pas seulement le résultat de la R&D, mais aussi des effets « d'apprentissage par la pratique » qui peuvent résulter d'un déploiement accru.

La question est de savoir si nous mettons en oeuvre ce que nous savons des politiques d'innovation pour servir les transformations locales, nationales et mondiales requises pour décarboner profondément nos économies. Cela exige une compréhension granulaire des leviers de la transformation dans les différents secteurs et pays. En conséquence, doivent être examinés l'ensemble des technologies qui pourraient permettre à chaque pays de décarboner, les conséquences sociales et économiques des différentes options et les mesures de gouvernance qui peuvent soutenir leur déploiement.

Cette analyse, pour les secteurs du fer et de l'acier, a été développée par Lukas Hermwille (Wuppertal Institute) dans le cadre du projet COP 21 RIPPLES, et par Hilton Trollip (Université du Cap) en Afrique du Sud dans le cadre du projet DDP BIICS ([Deep Decarbonization Pathways in Emerging Countries - Brazil, India, Indonesia, China, South Africa](#)). Les discussions se sont poursuivies dans le cadre de l'un des événements parallèles (*side event*) organisés à Madrid pendant la COP 25. Deux principaux résultats sont ressortis : premièrement, il faut accorder une plus grande attention au secteur industriel dans le cadre du débat sur l'ambition climatique ; deuxièmement, il convient de mieux comprendre les risques et les opportunités afin de déterminer les partenariats les mieux adaptés aux actions permettant d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris. Cela a été illustré par les arguments en faveur d'un potentiel d'un club de la décarbonation dans le secteur de l'acier.

Lukas Hermwille a décrit les caractéristiques d'un tel club, qui impliquerait les principaux pays producteurs et les grandes entreprises du secteur et qui aurait pour objectif général d'éliminer progressivement d'ici 2050 les émissions de carbone liées aux procédés et à l'énergie de la production d'acier primaire et d'instaurer un moratoire sur les investissements dans les hauts fourneaux conventionnels d'ici 2025 dans les pays développés et 2030 dans les pays en développement. Comme indiqué dans ce [brief](#) du projet COP 21 RIPPLES, le club pourrait atteindre ses objectifs en dissipant l'incertitude politique sur les technologies zéro émission et sur les marchés de l'acier zéro émission. Les entreprises membres d'un tel club bénéficieraient du soutien des pays membres (administrations nationales ou infranationales) pour le développement d'usines pilotes et de production à l'échelle industrielle, par exemple au moyen de joint-ventures public-privé. De plus, le club coordonnerait la planification et le développement de l'infrastructure nécessaire, qu'il s'agisse des infrastructures liées à l'hydrogène, la capture-usage-séquestration du carbone (CCUS, carbon capture, usage and storage) ou l'électricité. Enfin, un tel club pourrait contribuer à créer un marché pilote de l'acier à faible teneur en carbone qui connaîtrait une croissance fiable (que ce soit par le biais de marchés publics, d'un engagement complémentaire des grands acheteurs privés tels que les constructeurs automobiles, de [contrats carbone pour la différence](#) ou de normes/quotas pour l'utilisation de l'acier bas-carbone dans les produits de consommation).

Le [Green Deal européen](#) récemment approuvé souligne le fait que les industries à forte intensité énergétique, comme l'acier, sont indispensables à l'économie européenne, car elles fournissent plusieurs chaînes de valeur clés ; il reconnaît parallèlement la nécessité de les décarboner (« tous les secteurs de l'industrie européenne devraient contribuer pleinement à l'objectif d'une économie neutre climatiquement d'ici 2050 », Ursula Van der Leyen, présidente de la Commission européenne). La Commission s'engage ainsi à adopter en mars 2020 une stratégie industrielle de l'UE pour relever le double défi de la transformation verte et de la transformation numérique, et à soutenir les technologies de pointe conduisant à un processus de production de l'acier sans carbone d'ici 2030, exemple de promotion de nouvelles formes de collaboration alignées sur les résultats de la recherche scientifique sur les conditions de la transition.

Le volet incertitudes politiques et technologiques commence ainsi à être traité en Europe ; la principale question en suspens est donc celle de la création de marchés. D'où la nécessité d'intégrer les agendas nationaux et internationaux de l'UE ou, en d'autres termes, de comprendre les transformations du secteur mondial au-delà des frontières nationales (ou européennes). Un club transnational de la décarbonation du secteur de l'acier pourrait aider l'UE à atteindre un [double objectif](#) : faire progresser la décarbonation au niveau des États membres et réaffirmer son rôle de leader dans la diplomatie internationale du climat.

Une question à examiner est de savoir comment ce club pourrait être lié à la discussion sur les ajustements carbone aux frontières, présentés dans le Green Deal comme un instrument visant à réduire le risque de « fuites de carbone » dans un contexte de niveaux d'ambition hétérogènes entre pays. Si la compétitivité doit rester au centre des préoccupations, le club pourrait aller au-delà des mesures protectionnistes pour créer un espace permettant d'accélérer l'innovation et le transfert de technologies, de coordonner les infrastructures et d'adopter une stratégie industrielle cohérente susceptible de procurer des avantages locaux aux pays participants.

Du point de vue des économies émergentes, la [recherche COP21 RIPPLES](#) conclut que le financement national et les investissements internationaux sont essentiels pour soutenir le développement des capacités techniques et technologiques. Pourtant, il s'est avéré très difficile de maintenir une base financière pour la diffusion de technologies bas-carbone pour les pays à revenu intermédiaire dont les fonds publics sont limités et où le climat d'investissement est chaotique. Le principal défi dans la conception d'une politique industrielle et technologique à faible intensité carbone est d'orienter les systèmes nationaux en place vers le soutien efficace de ces secteurs émergents. Un club de la décarbonation bien conçu pourrait modifier l'économie politique actuelle en renforçant le rôle des politiques publiques nationales et en favorisant les partenariats transnationaux publics et privés.

¹ Ce billet de blog s'appuie sur les travaux de recherche réalisés dans le cadre du projet COP21 RIPPLES et les discussions qui ont eu lieu le 13 décembre 2019 lors de l'événement parallèle (« Accélération de l'innovation pour réduire les émissions de CO2 ») organisé par la New Energy and Industrial Technology Development Organization (NEDO, Japon), Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy (Allemagne), The Carbon Trust (Royaume-Uni) et Griha Council (Inde).

[CLIMATE](#)[NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES](#)[INNOVATION & TECHNOLOGY](#)[INDUSTRY](#)[LONG-TERM STRATEGIES](#)